

Les principales économies européennes 7 ans après le choc de 2008

Depuis 2008, l'Europe a été traversée par une succession sans précédent de crises (financière, économique, de la dette) qui ont profondément affecté sa dynamique de croissance. Aujourd'hui encore, les moteurs de cette dernière sont loin d'avoir retrouvé leur régime du milieu des années 2000 et le contexte économique demeure fragile, alors même que les politiques mises en oeuvre au cours de cette période exceptionnelle -entre rigueur et soutien à la croissance- ainsi que celles qui devront être mises en oeuvre à l'avenir font toujours débat au sein des membres de l'Union.

En ce début d'année 2015, l'alignement de plusieurs éléments conjoncturels (baisse du pétrole et des matières premières, dépréciation de l'euro, taux d'intérêt toujours historiquement bas,...) laisse cependant enfin espérer l'opportunité d'un raffermissement global de la croissance sur le Vieux continent et ce, après plusieurs années de croissance atone, voire de récession.

Le moment de cette opportunité conjoncturelle peut être aussi celui d'un regard en arrière afin de dresser un bilan synthétique de ces 7 années écoulées depuis la crise financière de 2008. Si la période actuelle nous appelle -heureusement- à davantage d'optimisme, il peut être aussi nécessaire de mesurer où en sont les économies européennes : d'où repartent-elles au regard de la richesse créée, de leur dette, de l'emploi, du chômage, de leur commerce extérieur,...

Dans cet objectif, les 5 principales économies européennes -Allemagne, Royaume-Uni, France, Italie et Espagne- ont été observées à l'appui d'une dizaine d'indicateurs (les États-Unis étant également intégrés à titre de comparaison pour la plupart de ces indicateurs) sur la période 2005-2014. Le choix de la période permet à la fois de rappeler les trajectoires "avant crise" et de couvrir "l'après 2008", tandis que la sélection de ces 5 pays, au-delà de leur poids économique prépondérant, met en évidence la diversité des dynamiques économiques au sein même de l'Europe.

PIB : L'Allemagne se distingue nettement par l'intensité du rebond de son activité

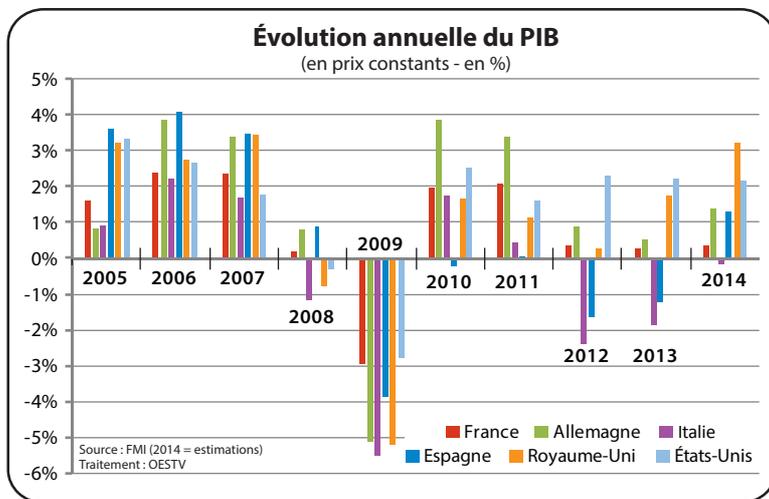
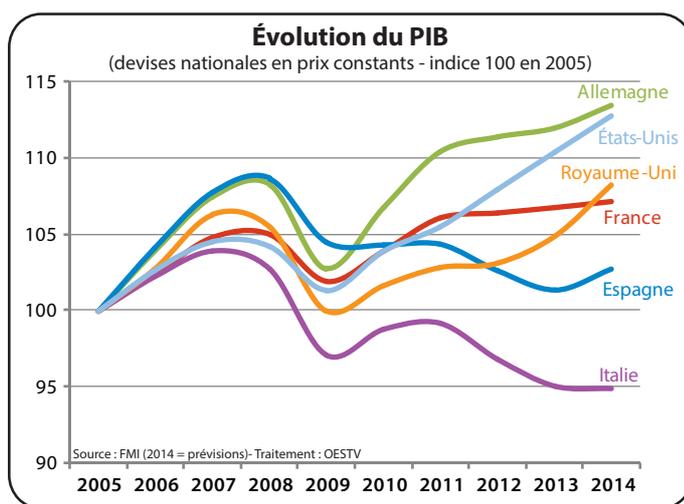
À la lecture de l'évolution du PIB (représenté ci-contre en indice 100 en 2005), **l'Allemagne** se distingue comme étant le seul pays européen à profiter d'un rebond relativement soutenu de sa création de richesse après la récession générale de 2009. D'abord beaucoup plus vigoureux qu'ailleurs en Europe en 2010 et 2011, ce redressement s'est poursuivi à un rythme notable sur la fin de la période ; rythme de croissance toujours supérieur à l'évolution constatée du PIB français, italien ou espagnol.

Au total, en 2014, le niveau du PIB allemand s'établit ainsi en croissance de près de 5% comparé à ce qu'il était en 2008.

La France et le Royaume-Uni enregistrent également une croissance de leur PIB (autour de 2%), entre 2008 et 2014, mais plus mesurée. On notera, par ailleurs, que les trajectoires de ces deux économies diffèrent assez nettement au cours de la période. Le modèle social français a en effet nettement amorti le trou d'air de 2009 (PIB à -2,9% contre -5,2% au RU) mais, passé le rebond technique de 2010-2011, la tendance d'évolution des dernières années est, à l'inverse, beaucoup plus favorable outre-Manche (PIB en progression de 1,7% puis 3,2% en 2013 et 2014 contre +0,3% et +0,4% en France).

L'Italie et l'Espagne se caractérisent enfin par un PIB encore inférieur aujourd'hui à ce qu'il était en 2008, respectivement de -7,6% et de -5,5%.

Ces deux économies ont été particulièrement exposées aux effets des crises successives (et notamment à ceux de la crise de la dette à partir de 2011), leur activité enregistrant une nouvelle récession assez marquée à partir de la fin 2011. Sur la toute fin de la période, l'Espagne a cependant retrouvé le chemin de la croissance ; l'Italie pas encore.

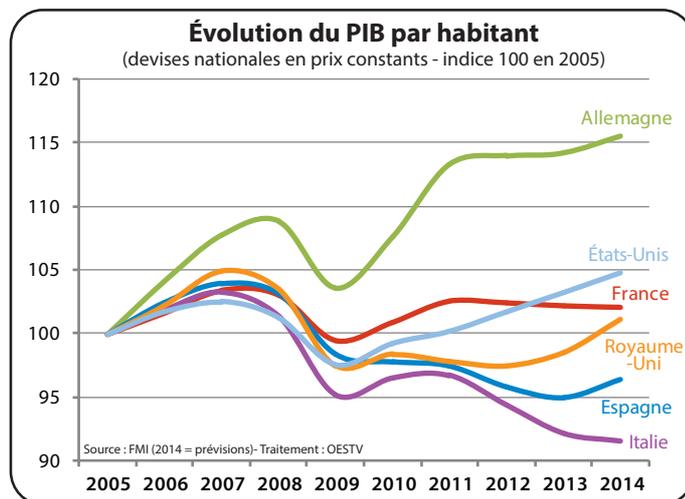


Rapportée à l'habitant, la lecture de l'évolution de la richesse créée est un peu différente...

Mise à part l'Allemagne (+6,2%), aucun autre des pays européens ici observés ne propose en 2014 un niveau de PIB/hab supérieur à celui de 2008. Si son faible taux de croissance démographique (+0,2% en 2013) la favorise dans cette représentation de la richesse, on peut aussi considérer, à l'inverse, que les autres économies dont la population progresse plus rapidement (environ +0,5% en France, en Italie et au Royaume-Uni en 2013) peinent finalement, plus ou moins, à tirer profit de cette démographie plus dynamique théoriquement génératrice de davantage de croissance (plus d'habitants = plus de besoins en biens et services).

Le cas de l'Espagne est, par ailleurs, très particulier puisque c'est le seul pays qui perd de la population en 2013 (-0,2%).

A titre d'information, rappelons enfin que les écarts de PIB/hab demeurent encore très importants en 2014 au sein même des grandes économies de la zone euro : environ 10 000€ d'écart entre celui du binôme France/Allemagne (PIB/hab. établi autour de 32000€) et celui du binôme Espagne/Italie (environ 22 000€).



FINANCES PUBLIQUES : L'Allemagne apparaît de nouveau comme le "bon élève"

Les crises successives ont fortement dégradé les finances publiques depuis 7 ans et aggravé, de fait, le poids de la dette publique dans la plupart des économies européennes.

Cette dégradation des finances publiques s'explique schématiquement par la conjonction de 3 séries de facteurs.

Les premiers sont conjoncturels. D'une part, le ralentissement de l'activité économique pèse sur les rentrées fiscales quand, dans le même temps, les transferts sociaux augmentent en raison principalement de la dégradation du marché de l'emploi.

D'autre part, l'adaptation du marché du travail au contexte (déflation compétitive via des baisses salariales, voire des pensions, développement des emplois à bas salaires, ...) contraint également la croissance économique en impactant la consommation mais aussi, directement et indirectement, les recettes fiscales. L'Espagne et le Royaume-Uni illustrent, chacun à leur manière, ces effets issus d'une recherche de compétitivité par les coûts.

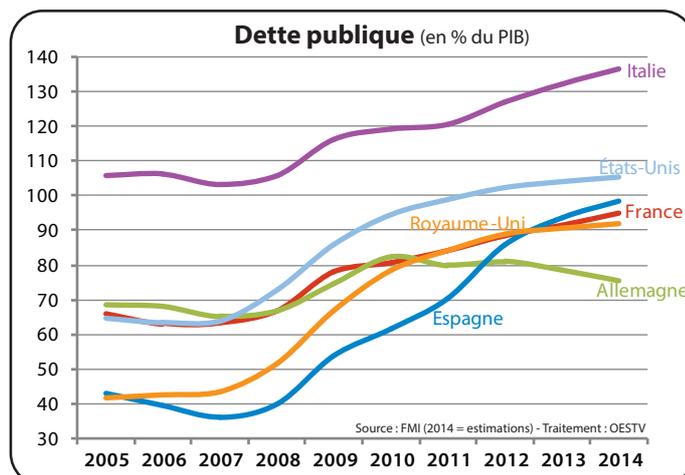
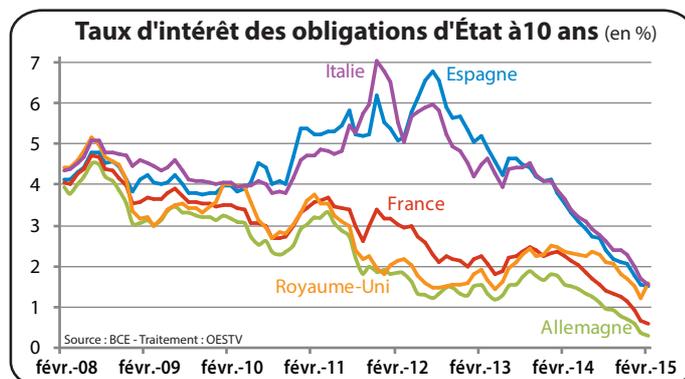
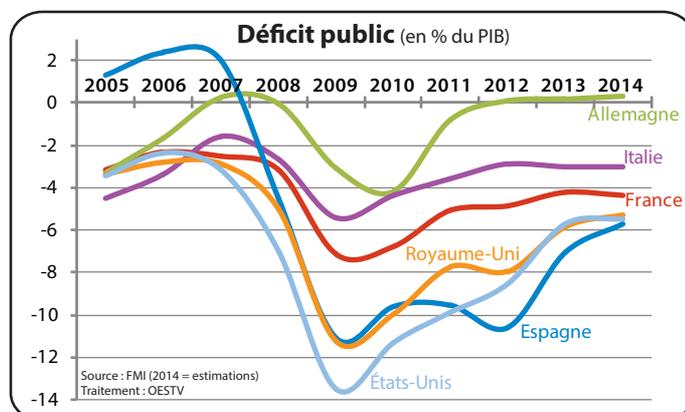
Deuxième série de facteurs : **les effets (auto-réalisateurs) de l'augmentation de la dette sur elle-même.** Plus les besoins de financement d'un pays croissent, plus la charge de ses intérêts augmente et plus sa dette s'amplifie ; et d'autant plus si les prêteurs s'inquiètent de la solidité de cette économie et se garantissent en élevant leurs rendements. **Les cas de l'Italie et de l'Espagne sont à cet égard exemplaires sur la période 2011-2013.**

À ces contraintes conjoncturelles se combinent enfin des contraintes structurelles ; le déséquilibre entre actifs et inactifs en étant une des principales illustrations (poids des retraites, des dépenses de santé).

L'examen de l'évolution des **déficits publics** (pour lequel on mettra de côté les années 2009 et 2010 impactées par le poids des plans de relance) confirme, **la solidité de l'économie allemande ; elle seule a renoué avec l'équilibre budgétaire dès 2013.**

Le cas de **l'Italie** est intéressant puisqu'il est **le seul autre pays, parmi ceux de la Zone euro ici observés, à respecter les critères de Maastricht (3% de déficit maximum) depuis 2012.** Avec l'Allemagne, nous le verrons plus avant dans ce document, il est d'ailleurs également le seul à proposer un solde commercial excédentaire depuis cette même année.

La dette publique -soit le cumul des déficits annuels- **mesurée en proportion du PIB a presque partout augmenté très fortement à partir de 2008** (évolution entre 2007 et 2014 : +170% en Espagne, +110% au Royaume-Uni, +50% en France, +32% en Italie) ... **sauf en Allemagne** (+16%) où elle s'est stabilisée dès 2010 avant de se réduire à partir de 2013.



DETTE PRIVÉE (ménages et SNF*) : Grand écart au sein des économies européennes

À côté de la dette publique, les niveaux et tendances d'évolution de celle détenue par les acteurs privés (ménages et sociétés non financières) se doivent également d'être considérés avec intérêt compte tenu des risques potentiels (défaut des emprunteurs) qu'ils font peser sur la crédibilité d'une économie, et particulièrement dans une période de crise.

Concernant les ménages, les écarts d'endettement au regard du PIB sont en effet considérables entre les pays anglo-saxons, et secondairement l'Espagne, et les trois autres pays européens considérés.

Il convient toutefois de noter qu'un mouvement de désendettement a été opéré, depuis 2008, dans ces pays où le poids de la dette des ménages était le plus élevé. À l'inverse, cela n'a pas été le cas en France et en Italie où l'endettement, s'il demeure en comparaison mesuré, a continué de progresser depuis 2008.

Ce mouvement de désendettement est, pour partie, le corollaire d'une baisse de l'investissement des ménages très marquée notamment en Espagne et au Royaume-Uni (et inversement, d'une hausse de leur niveau d'épargne).

Cette tendance a été beaucoup plus mesurée en France et en Italie, et même quasi inexistante en Allemagne.

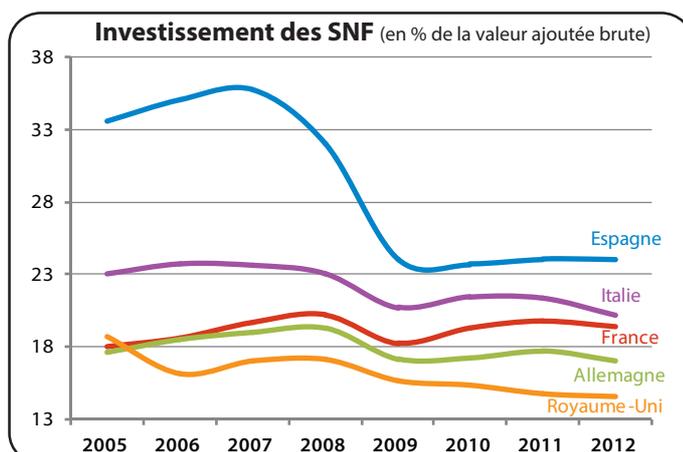
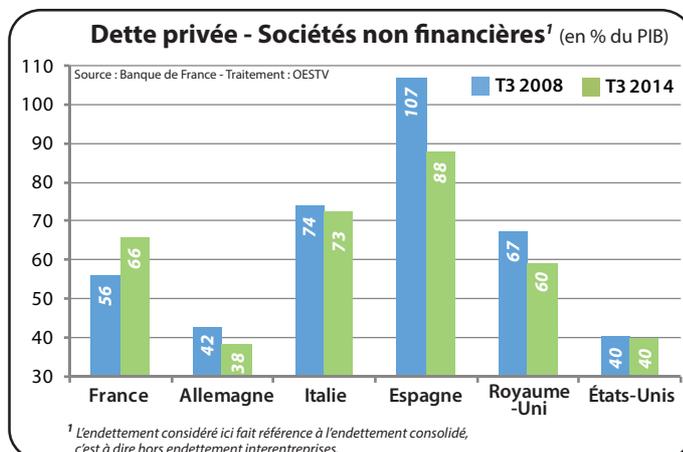
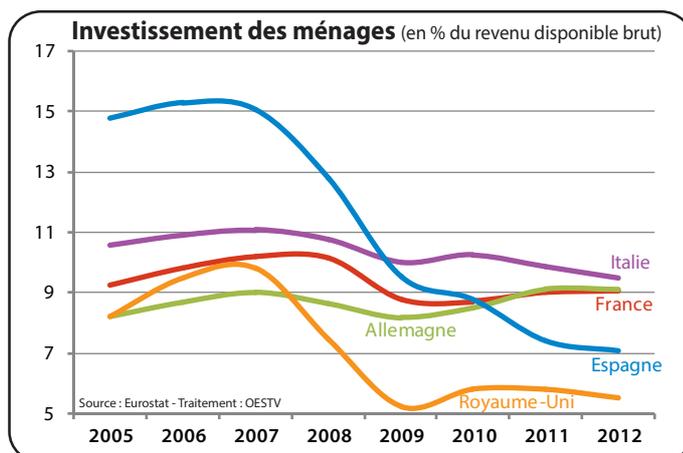
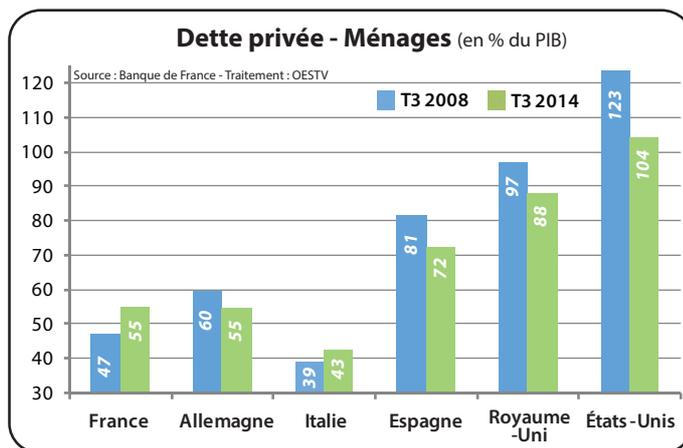
* sociétés non financières

Pour les entreprises, le constat est le même quant aux écarts du poids de l'endettement selon les pays (États-Unis mis à part dans la mesure où la part de la désintermédiation -financement non bancaire via les marchés- y est nettement plus importante qu'en Europe ce qui fausse, dans une certaine mesure, les comparaisons).

L'Allemagne dispose du plus faible ratio d'endettement pour les SNF ; lesquelles, si elles font appel majoritairement au financement bancaire, comme dans le reste de l'Europe, disposent, d'une part, d'une rentabilité suffisante pour disposer par ailleurs de solides capacités d'auto-financement et engagé, d'autre part des efforts d'investissement, somme toute mesurés.

A l'autre extrémité, le profil de l'Espagne expose les fragilités d'une économie dont les entreprises se sont excessivement endettées au cours des décennies précédentes (cf. phénomène de sur-investissement dans le secteur de la construction notamment), avant que la crise les contraigne à plus de sagesse.

Dans un contexte de plus faible demande, de ralentissement global de la croissance (à l'échelle mondiale) et donc de surcapacités de production, les investissements des sociétés (en % de la VA) se sont globalement réduits à partir de 2008, et ce plus ou moins fortement selon les économies considérées.



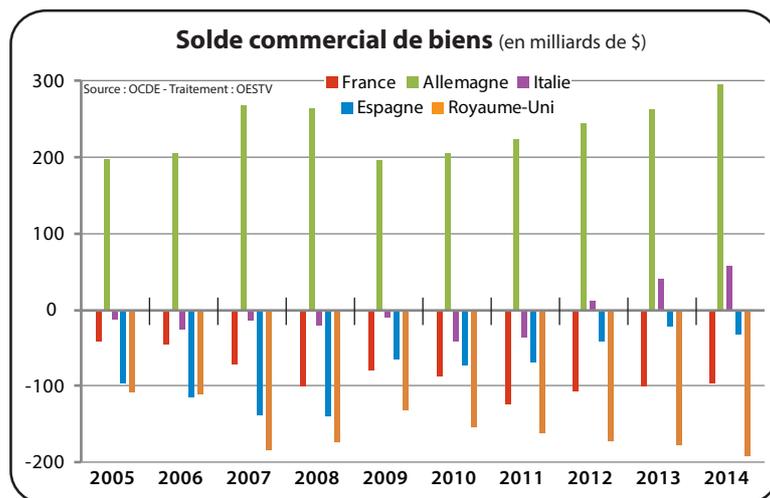
SOLDE COMMERCIAL : L'Allemagne ... et les "autres"

Le titre "**L'Allemagne ... et les autres**" reflète parfaitement le graphique ci-contre. En effet, elle demeure la première économie au monde -toujours devant la Chine- au regard du solde de son commerce extérieur grâce à une industrie performante et un positionnement haut de gamme (automobile et machines outils notamment). Si ralentissement il y a eu juste après 2008, l'excédent commercial a toutefois repris rapidement sa progression avant d'atteindre un nouveau record en 2014 dans un contexte économique mondial pourtant difficile.

Parmi "les autres", si tous souffrent de la comparaison avec l'Allemagne, les profils diffèrent cependant.

L'Italie, proche de l'équilibre avant 2008, a su au cours des dernières années renforcer sa compétitivité et regagner des parts de marché à l'export qui lui permettent, depuis 2012, d'afficher un solde commercial positif. **L'Espagne** semble suivre une trajectoire pour partie similaire qui lui a également permis de réduire très sensiblement son déficit sur la fin de la période considérée. Dans ces économies, le regain de compétitivité s'appuie par ailleurs sur un coût du travail dans l'industrie très nettement inférieur à celui pratiqué en France ou en Allemagne ainsi que sur une évolution mesurée de ce dernier.

Le Royaume-Uni apparaît toutefois comme un contre exemple à l'idée d'une corrélation automatique entre niveau des salaires dans l'industrie et compétitivité à l'export (hors considération de positionnement qualitatif), dans la mesure où malgré le coût horaire moyen dans l'industrie le plus faible des 5 économies observées, son déficit commercial continue de se détériorer depuis 2008. Avec la **France**, ces deux économies affichent en définitive les profils les plus fragiles au regard de leurs soldes extérieurs.



Coût horaire moyen de la main d'oeuvre dans l'industrie (en euros)

	2008	2012	2013	2014
France	33,1	36,4	36,6	37,0
Allemagne	32,5	35,2	36,3	37,1
Italie	24,1	27,2	27,7	28,0
Espagne	20,8	23,0	23,3	23,5
Royaume-Uni	21,9	21,7	20,9	22,6

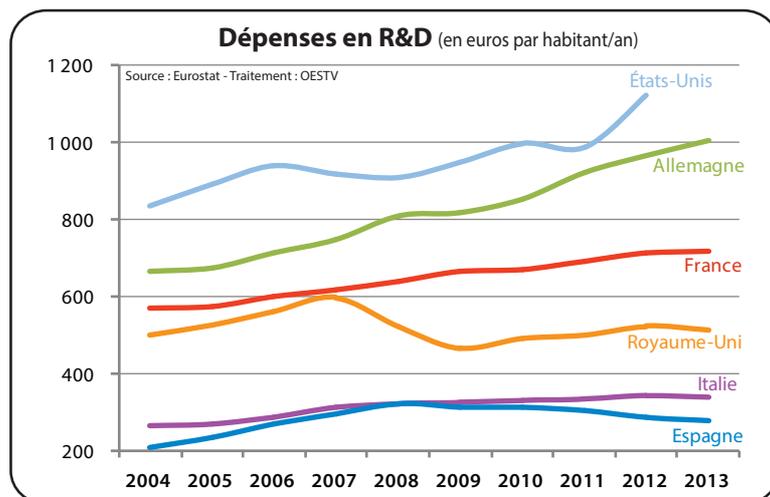
Source : Eurostat - Traitement : OESTV

R&D : Un autre facteur de différenciation entre les 5 principales économies européennes

Ce n'est pas tant les évolutions des dépenses consacrées à la R&D (même si on observe une rupture dans ces dépenses au tournant de 2008 dans certains pays alors que dans d'autres elles continuent de croître régulièrement) que leur niveau qui différencie encore une fois assez nettement les 5 principales économies européennes étudiées.

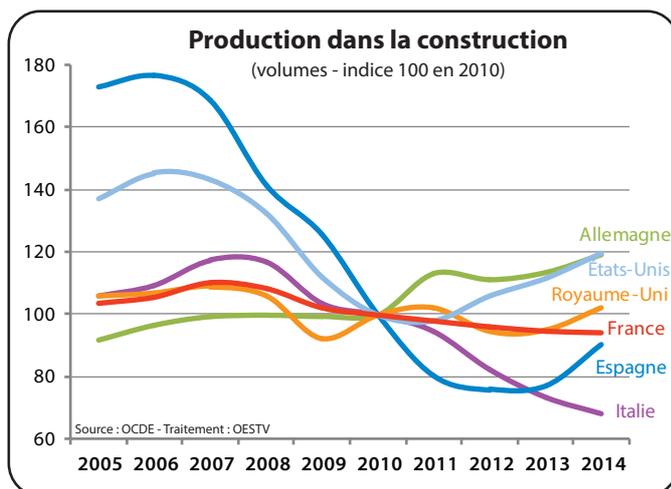
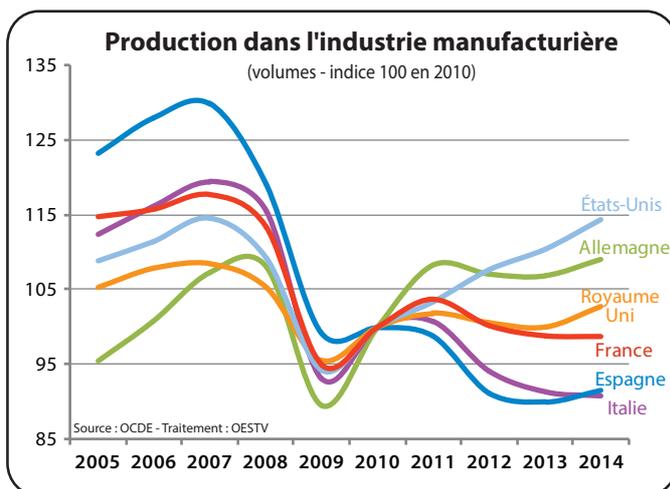
Ces niveaux s'échelonnent en effet du simple au quadruple entre **l'Espagne** (279 €/habitant en 2013) et **l'Allemagne** (1 006 €/hab.). Cela conforte très clairement le positionnement "haut de gamme" de l'Allemagne en Europe, quand les autres économies se distinguent plutôt par des industries positionnées en moyenne gamme donc plus dépendantes de leur compétitivité-prix.

Si en termes de R&D la **France** se classe dans la "moyenne haute" (719 €/hab.), rappelons toutefois ce qui a été évoqué précédemment : en raison de coûts de production supérieurs à ceux de l'Italie, de l'Espagne ou encore du Royaume-Uni -des concurrents directs-, ses productions sont aujourd'hui peu compétitives, ce qui oblige les entreprises à baisser leurs marges pour préserver leurs positions sur les marchés.



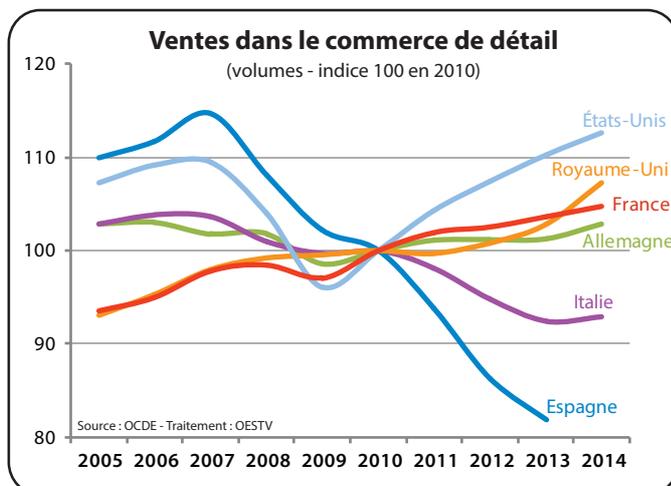
Si l'on regarde enfin la structure des dépenses en R&D, elle sont réalisées pour les deux tiers par le secteur des entreprises en Allemagne, en France et au Royaume-Uni contre seulement un peu plus de 50% en Espagne et en Italie (le solde étant assuré par le secteur public et l'enseignement supérieur).

ACTIVITÉ SECTORIELLE* : En Espagne et en Italie, la production ou les ventes sont toujours très largement inférieures à ce qu'elles étaient en 2008 quel que soit le secteur d'activité considéré



INDUSTRIE : En 2009, le choc sur la production industrielle a été très brutal dans l'ensemble des économies européennes considérées. Par contre, les tendances des années suivantes divergent. L'Allemagne a très fortement rebondi dès 2010 et, tout comme au Royaume-Uni, le rythme de croissance de la production se conforte en toute fin de période. A l'inverse, ce dernier a continué son repli lentement en France et plus rapidement dans les deux économies du sud de l'Europe (à noter toutefois un redressement en Espagne en 2014).

CONSTRUCTION : Communément considéré comme hypertrophié en Espagne dans les années d'avant crise, le secteur de la construction y a enregistré une correction d'une ampleur sans précédent qui n'a cessé qu'en 2014. En Italie et en France, cette correction a été beaucoup moins sévère, cependant elle se prolonge encore aujourd'hui. En Allemagne, enfin, la production du secteur n'a, comparativement, pas été si affectée que cela ; elle a bien stagné jusqu'en 2010 avant toutefois de rebondir assez sensiblement.



COMMERCE : De nouveau, c'est en Espagne que les conséquences de la crise ont été les plus marquées pour l'activité de commerce de détail. La dégradation des ventes y persiste d'ailleurs encore aujourd'hui en raison des politiques d'austérité (baisse des salaires et pensions des fonctionnaires, baisse de certains transferts sociaux,...) opérées au début des années 2010, mais aussi compte tenu d'une dégradation très profonde du marché du travail.

* À notre connaissance, il n'existe pas d'indicateur international homogène mesurant la production du secteur des services. Cette absence est bien entendu un facteur limitatif pour l'analyse de la production dans la mesure où ce secteur des services est aujourd'hui celui qui rassemble le plus d'emplois et d'activité. Il sera néanmoins traité dans la partie suivante consacrée à l'emploi.

EMPLOI : ... à l'image de l'évolution de l'activité

Emploi total (en milliers) et évolution entre 2008 et 2013

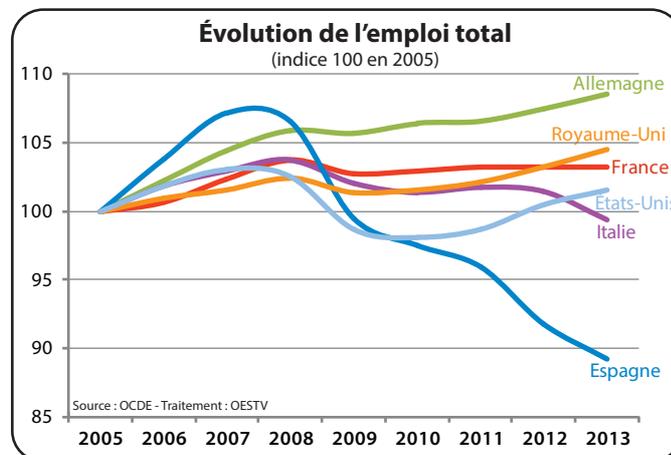
	2008	2013	évol. en n ^{bre}	évol. en %
France	25 886	25 749	-137	-0,5%
Allemagne	38 542	39 532	+990	+2,6%
Italie	23 406	22 420	-986	-4,2%
Espagne	20 470	17 138	-3 332	-16,3%
Royaume-Uni	29 365	29 953	+588	+2,0%

Sans surprise, le rythme d'évolution de l'emploi total épouse depuis 2008 celui qui vient d'être évoqué pour l'activité.

En Allemagne, l'emploi a bien subi quelques soubresauts entre 2009 et 2011 mais la tendance est globalement demeurée à la hausse sur la période observée. **Au Royaume-Uni**, les effets de la crise ont été un peu plus marqués, cependant depuis 2011 le rebond est confirmé et a permis une progression de 2% de l'emploi total comparé à 2008.

En France, l'emploi suit globalement un encéphalogramme plat depuis 6/7 ans ; en 2013, il était inférieur de 0,5% à ce qu'il était en 2008.

En Italie, les pertes d'emplois ont été beaucoup plus conséquentes (-4,2%, soit près d'1 million d'emplois détruits entre 2008 et 2013) ; elles sont cependant sans commune mesure avec le cataclysme social qu'a subi **l'Espagne** (recul de 16%, soit une perte de 3,3 millions d'emplois).



Emploi total par secteur d'activité (en milliers) et évolution entre 2008 et 2013

Source : OCDE
Traitement : OESTV

	INDUSTRIE			CONSTRUCTION & TRAVAUX PUBLICS			COMMERCE & SERVICES		
	2008	2013	évol. en %	2008	2013	évol. en %	2008	2013	évol. en %
France	4 071	3 666	-9,9%	1 919	1 781	-7,2%	19 185	19 516	+1,7%
Allemagne	8 746	8 296	-5,1%	2 564	2 685	+4,7%	26 544	27 979	+5,4%
Italie	5 001	4 519	-9,6%	1 987	1 591	-19,9%	15 550	15 496	-0,3%
Espagne	3 237	2 355	-27,2%	2 460	1 029	-58,2%	13 945	13 017	-6,7%
Royaume-Uni	3 820	3 443	-9,9%	2 623	2 159	-17,7%	22 605	24 037	+6,3%

INDUSTRIE : Les 5 pays étudiés ont tous enregistré des pertes d'emplois en proportion de la dégradation de leurs niveaux de production. On soulignera encore une fois le cas de l'**Espagne où près de 30% des emplois du secteur ont été détruits en 5 ans !** Pour les autres pays, si cette tendance de réduction des effectifs dans l'industrie a sans aucun doute été aggravée par le contexte économique, elle traduit cependant aussi des gains de productivité liés à l'automatisation/robotisation et, par ailleurs, un mouvement de plus longue date de désindustrialisation dans nos économies avancées (pour illustrer ce dernier point rappelons que la France a perdu un peu plus d'emplois industriels entre 2003 et 2008 qu'entre 2008 et 2013).

CONSTRUCTION & TRAVAUX PUBLICS : Même constat dans ce secteur d'activité. La production n'a pas véritablement été impactée par la crise en Allemagne ; c'est d'ailleurs le seul pays où l'emploi a progressé. A l'opposé, **le BTP a été purement et simplement sinistré en Espagne où près de 60% des effectifs ont disparu**, soit 1,43 million d'emplois. Le secteur a dû également faire face à une restructuration profonde en **Italie et au Royaume-Uni qui s'est traduite par la destruction de près de 20% des emplois**, alors que la France a été proportionnellement moins impactée. Pour notre pays, il conviendra cependant de rappeler que les difficultés du secteur se sont prolongées depuis et que les destructions d'emplois se sont accélérées en 2014.

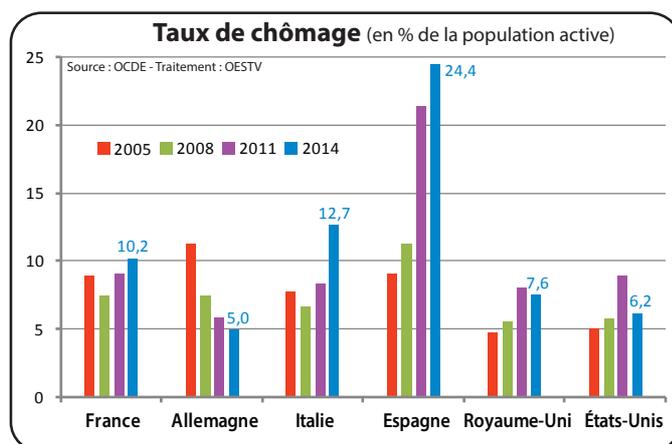
COMMERCE & SERVICES : Le tertiaire concentre les gains d'emplois réalisés sur la période en Allemagne et au Royaume-Uni où il progresse assez sensiblement ainsi qu'en France où l'évolution est toutefois plus faible. Si cette croissance repose notamment sur le développement des services liés aux nouvelles technologies ou encore de ceux rendus à la personne, il convient toutefois de rappeler qu'elle est également alimentée par des transferts depuis l'industrie ou le BTP via le phénomène d'externalisation de certaines fonctions (comptabilité, informatique, services juridiques, nettoyage,... - la frontière entre secteurs étant de plus en plus floue) mais aussi par l'utilisation de main d'oeuvre intérimaire (l'intérim quel que soit le secteur de destination des contrats est comptabilisé dans le secteur des services).

CHÔMAGE : Forte hausse du nombre de demandeurs d'emploi ... sauf en Allemagne

Symétriquement aux évolutions précédemment évoquées, le nombre de demandeurs d'emploi et le taux de chômage ont progressé fortement, voire très fortement, sauf en **Allemagne**, seul pays à avoir réduit le premier de près de 40% et le second de plus de moitié entre 2008 et 2014.

Parmi les pays ayant souffert de cette hausse de la demande d'emploi, l'**Espagne** a payé le plus lourd tribut passant de 2 à près de 5,5 millions de chômeurs et d'un taux de chômage équivalent à celui de la France en 2007 à un taux de 14 points supérieur à cette dernière fin 2014.

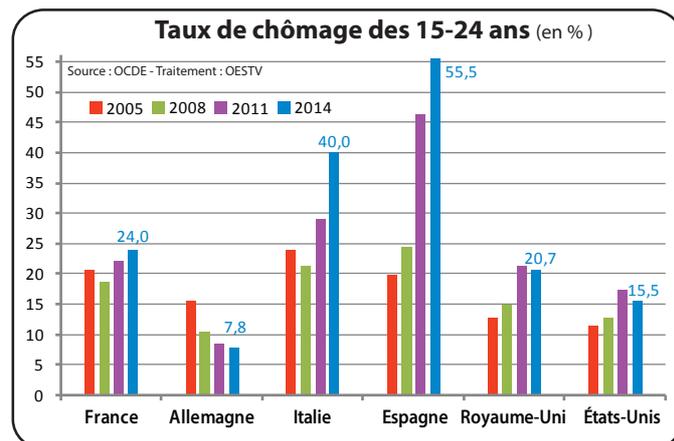
Derrière l'Espagne, l'**Italie** a vu son nombre de DE doubler tandis qu'il progressait également vivement en **France** de 50%.



Nombre de demandeurs d'emploi (en milliers) et évolution entre début 2008 et fin 2013

Source : OCDE
Traitement : OESTV

	2008	2013	évol. en n ^{bre}	évol. en %
France	2 053	3 109	+1 056	+51%
Allemagne	3 228	2 037	-1 191	-37%
Italie	1 589	3 239	+1 650	+104%
Espagne	2 043	5 431	+3 388	+166%
Royaume-Uni	1 580	1 800	+220	+14%



On observe également un grand écart pour le chômage des jeunes parmi les 5 économies européennes étudiées : de 7,8% en Allemagne où il a suivi la tendance à la baisse du chômage global sur la période ... à plus de 55% en Espagne où il a été multiplié par plus de 2 depuis 2008.

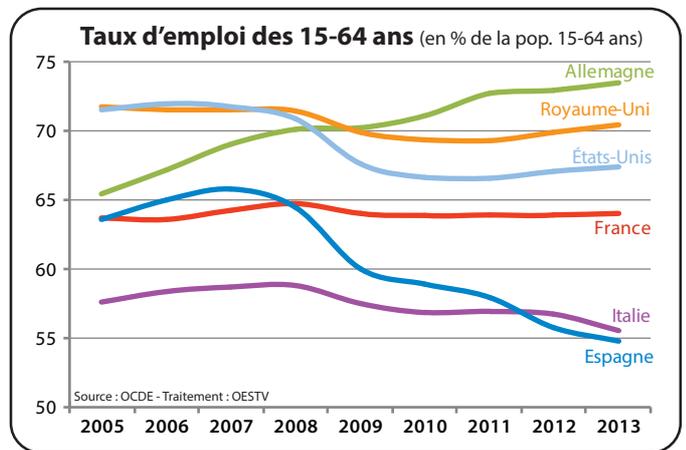
Le bilan social de cette période économique inédite peut être réalisé à l'appui des 2 indicateurs représentés ci-contre pour nos 5 économies européennes.

Le premier, **le taux d'emploi**, mesure la capacité d'une économie à mobiliser sa main d'œuvre. Sa variation traduit à la fois les fluctuations conjoncturelles du marché de l'emploi mais aussi certains facteurs plus structurels liés aux conditions d'emploi en vigueur dans chaque pays (âge légal de départ à la retraite, gestion des demandeurs d'emploi, formation des jeunes,...).

Sans surprise **l'Allemagne** y figure en haut de classement ; la dynamique de l'emploi enregistrée ces dernières années relevant à la fois de ses capacités économiques mais aussi de la transformation profonde de l'organisation de son marché du travail (retraite à 65 ans depuis 2008, lois Hartz, ...).

En bas de classement, l'évolution du niveau des taux d'emploi constatée en **Espagne et en Italie** est bien entendu facteur de celle de leur niveau de chômage au cours des dernières années, mais aussi, et pour le second particulièrement, de caractéristiques plus structurelles (l'Italie dispose du plus faible taux sur la quasi totalité de la période observée). L'augmentation de l'âge légal de départ à la retraite votée dans ces deux pays en 2013 -respectivement à 65 et 66 ans- devrait toutefois se traduire par une hausse du taux d'emploi dès 2014.

La **France**, pour sa part, propose un taux d'emploi quasi stable sur la période : environ 10 points au-dessus de ceux de nos voisins hispaniques et transalpins mais toujours 10 points en dessous de l'Allemagne et 6 points derrière le Royaume-Uni.



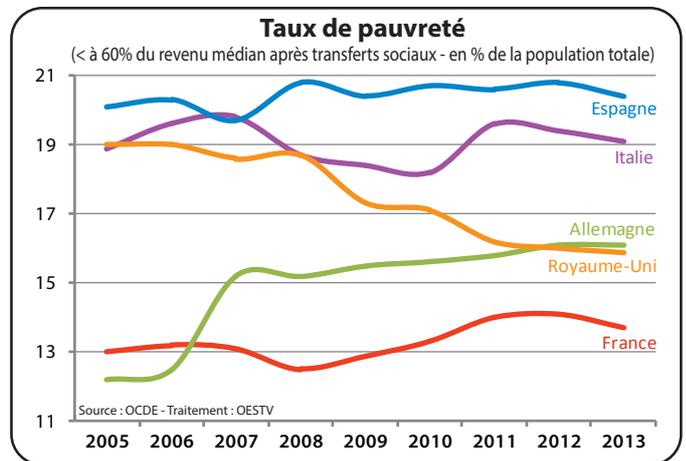
Le second, **le taux de pauvreté**, mesure l'évolution des inégalités.

L'Espagne et l'Italie proposent les taux les plus élevés en fin de période, cependant ces derniers n'ont pas évolué autant que la dégradation de leurs marchés du travail respectifs depuis 2008 l'aurait laissé penser. L'explication de cette relative stabilité est notamment à aller chercher dans la stagnation, sinon la baisse, du dénominateur -le salaire médian- et ce, particulièrement depuis 2010.

Le cas de **l'Allemagne** est intéressant puisque, contrairement à ses principaux indicateurs économiques, **le taux de pauvreté y augmente assez significativement tout au long de la période**. Cette évolution illustre notamment certaines des conséquences des lois Hartz (mini et midi-jobs, travailleurs pauvres) mais aussi l'absence, jusqu'à il y a peu, de salaire minimum dans certaines branches.

En France, encore une fois, notre modèle social a clairement joué son rôle d'amortisseur ; le taux de pauvreté y demeure le plus faible en 2013 bien qu'il ait quelque peu augmenté depuis 2008.

Le **Royaume-Uni**, enfin, est la seule économie qui profite sur la période d'un recul très notable de son taux de pauvreté, retrouvant ainsi en 2013 un niveau plus proche des "standards" européens des pays à niveau de vie équivalent.



CONCLUSION : Plus que la convergence, c'est davantage l'hétérogénéité des principales économies européennes qui a été mise en lumière par ces années de crises

Le premier élément qui saute aux yeux à la lecture de ce panorama, c'est d'abord la diversité des profils, des dynamiques d'évolution mais aussi les écarts de niveau parfois très importants pour certains des indicateurs retenus au sein même des 5 principales économies européennes.

L'Allemagne a traversé sans trop d'encombres cette période de crise quand dans le même temps l'Europe du Sud s'effondrait sous le poids de la défaillance de certains secteurs d'activité, d'une dette en rapide hausse et d'un chômage en explosion.

Forte de réformes structurelles engagées dès le début des années 2000 (mais n'ayant véritablement porté leurs fruits que quelques années plus tard), d'un retour à l'équilibre budgétaire mais aussi d'une monnaie unique taillée pour son économie, l'Allemagne a imposé sa vision de la rigueur à des économies du Sud moribondes à la recherche d'un second souffle qu'elles ne retrouvent finalement que maintenant ... 7 ans après la crise financière de 2008. Les réformes structurelles engagées en Espagne et en Italie portent aujourd'hui leurs fruits mais les conséquences sociales ont été sans précédent.

La France offre, pour sa part, un profil "moyen" hérité notamment de son système social (à l'équilibre financier néanmoins grandement fragilisé depuis quelques années) qui atténue nombre de fluctuations conjoncturelles. Ni dynamique, ni très fortement récessive, notre économie peut toutefois inquiéter car elle ne se distingue jamais véritablement par sa capacité de rebond à l'inverse du Royaume-Uni dont la majorité des indicateurs économiques se raffermissent sur la fin de période.

Au final, ce panorama synthétique nous rappelle sans ambiguïté que l'Europe est encore aujourd'hui (et même en ne considérant que ses principales économies) un assemblage d'économies disparates, parfois plus concurrentes que partenaires (surtout en période de crise). Le processus de convergence -base du projet européen- a été stoppé par ces années de crise et aujourd'hui, ce sont davantage les divergences et les hétérogénéités qui ressortent ; en d'autres termes, l'Europe offre clairement aujourd'hui le visage d'une construction inachevée.

Conjoncture internationale et nationale

1 - TENDANCES INTERNATIONALES

La baisse des matières premières, de l'euro et des taux d'intérêt s'inscrit dans la durée ... c'est un vrai bol d'air pour la zone euro qui devrait enfin entrevoir le retour de la croissance

↳ Zone euro : un contexte plus favorable depuis plusieurs mois qui peu à peu porte ses fruits

Au 4^{ème} trimestre 2014, le PIB a de nouveau modérément accéléré dans la zone euro (+0,3% après +0,2% au 3^{ème} trimestre), sous l'impulsion essentiellement du moteur allemand (+0,7%), et secondairement du rebond observé, comme depuis plusieurs mois maintenant, en Espagne (+0,7%). Dans le même temps, l'activité est par contre restée atone aussi bien en France (+0,1%) qu'en Italie (0,0%).

Sur l'ensemble de l'année 2014, la croissance s'est ainsi établie en hausse de près de 1% dans l'ensemble de la zone ; croissance moyenne masquant toutefois de fortes disparités entre ses principales économies.

En prévision sur le 1^{er} semestre 2015, le contexte conjoncturel resterait favorable et la croissance continuerait sa légère accélération (+0,4% sur chacun des 2 premiers trimestres) favorisée notamment par :

- la baisse du pétrole qui vient en soutien du pouvoir d'achat et donc de la consommation des ménages,
- le reflux des cours de la majorité des matières premières qui soulage les coûts de production des industriels,
- la dépréciation de l'euro qui stimule la compétitivité des entreprises et donc leurs exportations,
- des taux d'intérêt historiquement bas réduisant le coût du capital.

Les divergences de dynamique persisteraient cependant entre l'Espagne (+0,7% par trimestre) et l'Allemagne (+0,6% puis +0,4%) où l'activité serait toujours relativement dynamique, la France où elle accélérerait un peu (+0,4% puis +0,3%) et enfin l'Italie qui renouerait tout juste avec la croissance (+0,1% puis +0,2%).

Pour confirmer le scénario de la reprise, la clé se trouve désormais dans un redémarrage de l'investissement que ne laissent toutefois pas encore percevoir les dernières enquêtes de conjoncture. Les conditions de financement sont favorables, la finalité du *quantitative easing*, lancé récemment par la BCE, est bien qu'il prenne forme dans l'économie réelle ; reste que la confiance n'est pas encore complètement au rendez-vous.

↳ États-Unis : une croissance solide

En 2014, l'économie américaine a poursuivi son redressement à un rythme soutenu en affichant une croissance de son PIB de +2,4%, après +2,2% en 2013.

Au 1^{er} semestre 2015, la tendance se prolongerait en s'appuyant toujours sur une demande intérieure robuste. Dans un contexte de poursuite d'amélioration du marché du travail (chômage à 5,5% en février 2015), la confiance des ménages est de retour, leur demande progresse simultanément, ce qui stimule en retour l'investissement des entreprises (+6,1% en 2014). Seule ombre au tableau, la forte appréciation du dollar face à de nombreuses autres monnaies pénalise les exportations.

↳ Économies émergentes : poursuite du ralentissement

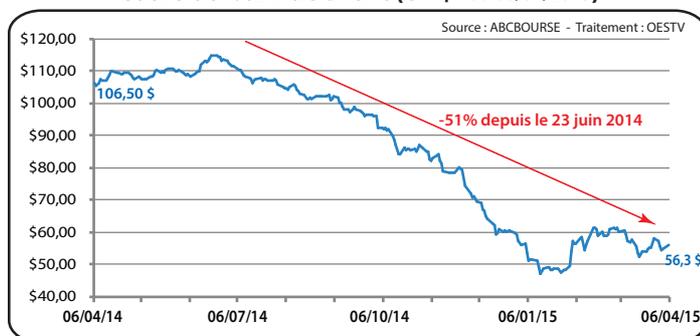
En 2014, tous les moteurs de l'économie chinoise ont de nouveau ralenti : production industrielle, consommation, investissements des ménages et des entreprises. La croissance s'est ainsi établie à +7,4%, soit son plus bas niveau depuis 1990. Cette tendance se prolongerait au 1^{er} semestre 2015. Au Brésil, l'activité a stagné en 2014 et pourrait même entrer en récession dans le courant de l'année 2015 en raison notamment de la baisse des cours des matières premières et d'une plus faible demande adressée par les autres économies émergentes. En Russie, enfin, la croissance s'est très nettement ralentie depuis 2 ans, le rouble s'est déprécié de 45% vis à vis du dollar (effets inflationnistes) et le solde commercial pâtit depuis l'été dernier de la chute des cours du pétrole : le pays n'évitera pas la récession en 2015.

Croissance du PIB et prévisions (en %)

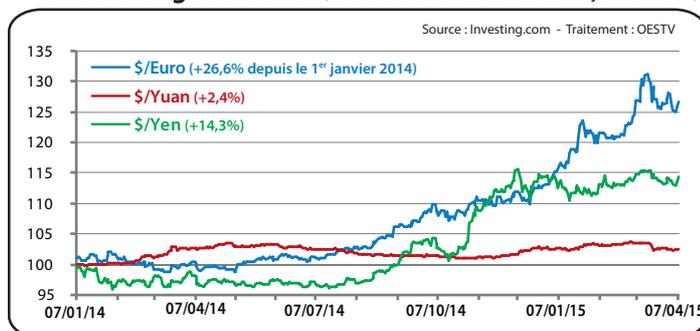
(Sources: FMI - janv.2015 et Insee* - mars 2015)

	2013	2014	2015 (p)
ZONE EURO	-0,4*	+0,9*	+1,2
France	+0,4*	+0,4*	+0,9
Allemagne	+0,2*	+1,6*	+1,3
Espagne	-1,2*	+1,4*	+1,3
Italie	-1,7*	-0,4*	+0,4
Royaume-Uni	+1,7*	+2,6*	+2,7
États-Unis	+2,2*	+2,4*	+2,6
Japon	+1,6*	-0,1*	+0,6
ÉCONOMIES AVANCÉES	+1,3	+1,8	+2,4
Chine	+7,8	+7,4	+6,8
Inde	+5,0	+5,8	+6,3
Brsil	+2,5	+0,1	+0,3
Russie	+1,3	+0,6	-3,0
ÉCONOMIES ÉMERGENTES	+4,7	+4,4	+4,3
MONDE	+3,3	+3,3	+3,5

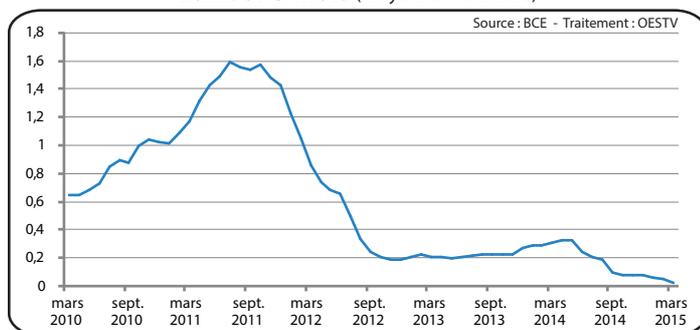
Cours du baril de Brent (en \$ - au 06/04/2015)



Taux de change du Dollar (au 07/04/2015 - base 100 au 1^{er} janvier 2014)



Euribor 3 mois (moyenne mensuelle)



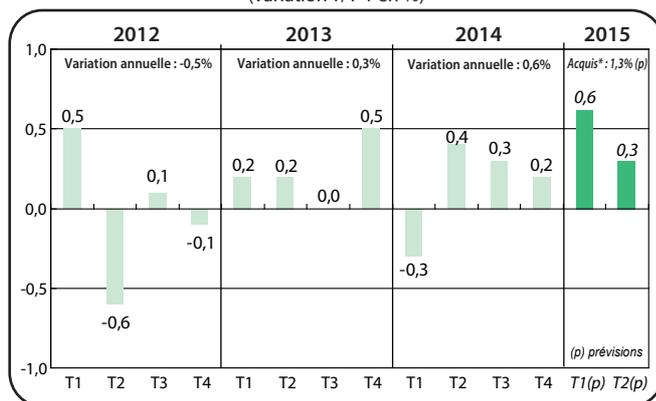
CONSOMMATION DES MÉNAGES - Légère accélération en 2014 ... confirmation au 1^{er} semestre 2015

En moyenne sur l'année 2014, les dépenses de consommation des ménages se sont un peu accélérées : **+0,6%** après **+0,3%** sur l'année précédente.

Les dépenses en biens fabriqués ont progressé assez nettement de +1,7% (après -1,0% en 2013) en raison notamment de la bonne dynamique dans les biens d'équipement du logement (+7,5% en 2014). Dans l'alimentaire (+0,4% après +0,1% en 2013) et les services (+0,7% après +0,6% en 2013), les dépenses se sont également améliorées doucement. Enfin, la consommation en énergie (chauffage et carburant) s'est nettement repliée (-5,7% en 2014) du fait d'un début d'hiver clément mais aussi de la baisse importante des prix du pétrole.

Au 1^{er} semestre 2015, les dépenses de consommation des ménages continueraient leur progression. Elles seraient soutenues par une hausse du pouvoir d'achat du revenu des ménages qui, après avoir stagné en 2013, s'est nettement redressé en 2014 (+1,1%, en raison de l'accélération des revenus d'activités et du moindre dynamisme des prélèvements obligatoires) et qui devrait poursuivre sur cette tendance au 1^{er} semestre 2015 compte tenu notamment de la baisse de l'inflation. Le recul important des prix du pétrole libérerait, par ailleurs, des moyens que les ménages pourraient consacrer à d'autres postes de consommation.

Évolution trimestrielle de la consommation des ménages (variation T/T-1 en %)



* Acquis de croissance 2015 : réalisation des prévisions aux T1 et T2 et en considérant une croissance nulle sur les T3 et T4 2015

INVESTISSEMENTS : L'attentisme prévaut encore pour les entreprises ... Toujours en net recul pour les ménages

En 2014, l'investissement des entreprises (non financières) s'est un peu redressé (+0,7%), corrigeant ainsi schématiquement le recul enregistré en 2013 (-0,6%).

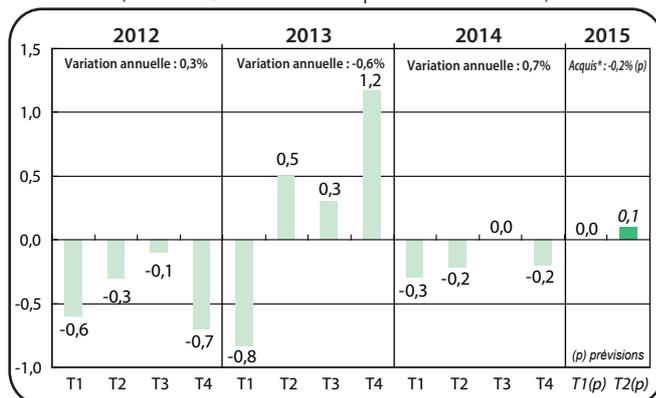
Pour 2015, la conjugaison de la dépréciation de l'euro (avantages à l'export), de celle du pétrole, de la persistance de conditions de financement favorables mais aussi de la montée en charge du CICE et de la mise en oeuvre du Pacte de Responsabilité devrait favoriser une reconstitution des marges des entreprises et libérer davantage de capacités pour l'investissement.

Les enquêtes de conjoncture pointent toutefois encore un certain attentisme des chefs d'entreprise qui devraient encore limiter leurs immobilisations au 1^{er} semestre ; le véritable redémarrage étant désormais attendu sur la seconde partie de 2015.

L'investissement des ménages (essentiellement en logements : achat et entretien-amélioration) a continué de s'inscrire, pour sa part, en très net recul de -5,9% sur l'année 2014 après -3,1% en 2013 et -2,2% en 2012.

En prévision sur les 6 premiers mois de 2015, ce repli se poursuivrait à un rythme toutefois un peu moins fort (-1,0% en prévision au 1^{er} et au 2^{ème} trimestre).

Évolution trimestrielle des investissements des entreprises* (variation T/T-1 en % - *entreprises non financières)



PIB : 3^{ème} année de croissance modeste en 2014 ... Recul de l'euro et du pétrole : un peu d'air pour 2015

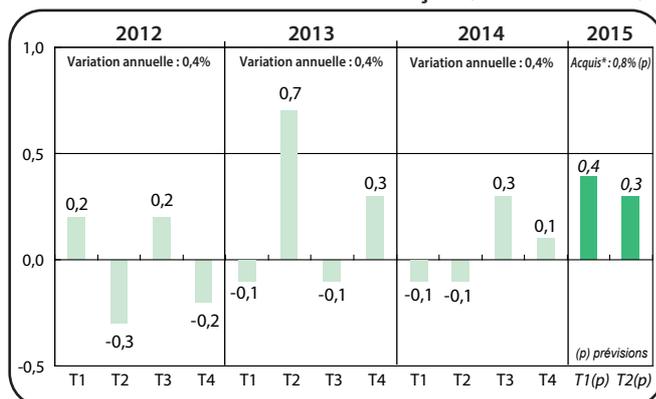
En 2014, pour la troisième année consécutive, la croissance en France aura été de nouveau modeste progressant de **+0,4%** comparé à 2013. On soulignera toutefois qu'après un 1^{er} semestre atone, l'activité a retrouvé un peu de vigueur par la suite.

En perspective pour 2015, l'économie française retrouverait une croissance un peu plus forte, tirée notamment par la consommation des ménages en début d'année puis par une reprise des investissements attendue au 2^d semestre.

De plus, la dépréciation de l'euro face au dollar (près de -25% depuis juin 2014 : -15% sur le 2^{ème} semestre 2014 et -11% sur le 1^{er} trimestre 2015) ainsi que la faiblesse des taux d'intérêt seraient autant de facteurs de soutien de l'activité.

Au total, la croissance attendue pour l'ensemble de l'année en cours devrait s'établir autour de +1%.

Variation trimestrielle du PIB français (variation T/T-1 en %)



COMMERCE EXTÉRIEUR : Poursuite de la réduction de notre déficit commercial en 2014

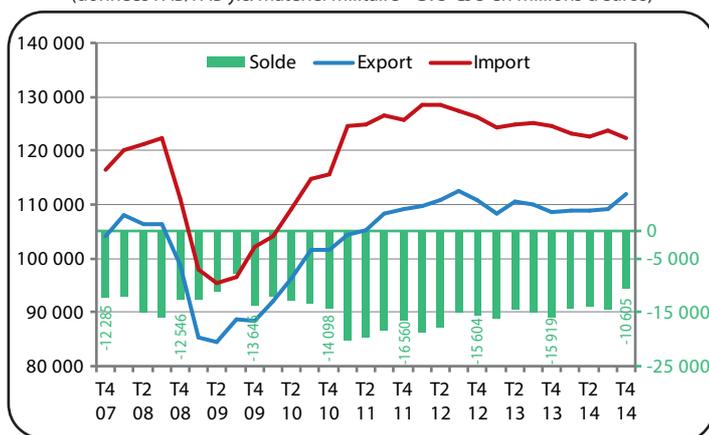
Sur le 4^{ème} trimestre 2014, le déficit de notre solde commercial (données FAB/FAB y.c. matériel militaire) s'est nettement réplié comparé au 3^{ème} trimestre 2014 (-10 605 millions d'euros contre -14 503 M€) sous l'effet, à l'import, de la chute des prix du pétrole et, à l'export, de la baisse de l'euro.

Sur l'ensemble de l'année 2014, le déficit de notre solde commercial a continué de se réduire (-13,4%) en s'établissant à -53,2 Mds€ contre -61,4 Mds€ un an plus tôt (pour rappel ce dernier était de -67,2 Mds€ en 2012 et -74,8 Mds€ en 2011).

Dans le détail, en 2014, nos importations ont reculé de -1,4% (492 Md€ contre 499 Md€ en 2013) tandis que nos exportations croissaient légèrement de +0,3% (439 Md€ contre 437,5 Md€ un an plus tôt).

Solde commercial en France
(données FAB/FAB y.c. matériel militaire - CVS-CJO en millions d'euros)

Source : Douanes



CLIMAT DES AFFAIRES - Mars 2015 : Hausse dans le commerce ... perspectives encourageantes dans l'industrie ... climat stable dans la construction et les services

Source : INSEE

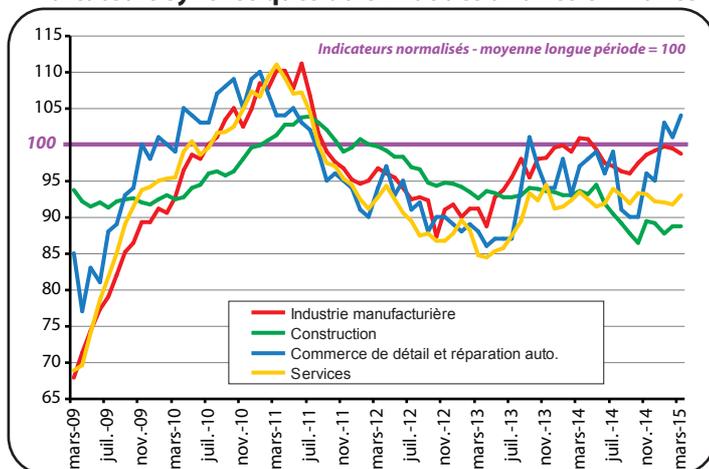
- **Industrie manufacturière** - Selon les chefs d'entreprise interrogés par l'Insee, le climat des affaires se maintient quasiment au niveau de sa moyenne long terme (à 99) au mois de mars 2015. Les carnets de commandes globaux et les carnets de commandes étrangers s'améliorent comparé à février. Le solde sur les perspectives générales (opinion des industriels sur l'activité de l'industrie dans son ensemble) progresse également fortement (gain de 8 points) et se situe désormais nettement au-dessus de sa moyenne long terme à son niveau le plus élevé depuis juillet 2011.

- **Construction / BTP** - L'indicateur du climat des affaires reste dégradé sur le mois de mars, au même niveau qu'en février (à 89) toujours très en dessous de sa moyenne long terme. Les entrepreneurs sont toujours aussi nombreux à déclarer une baisse de leur activité sur la période récente mais aussi à l'anticiper pour les prochains mois. Les carnets de commandes sont encore jugés peu garnis et, dans ce contexte, les entrepreneurs restent pessimistes concernant l'évolution de leurs effectifs.

- **Commerce de détail / automobile** - L'activité continue son redressement observé depuis quelques mois : l'indicateur synthétique du climat des affaires a de nouveau progressé sur le mois de mars 2015 de 3 points (à 104), atteignant ainsi son niveau de mi-2011. Pour la période à venir, chacun des 2 soldes sur les ventes prévues et les intentions de commandes progresse et reste au-dessus de sa moyenne, progrès principalement imputable au commerce automobile. Pour autant, la situation des trésoreries est toujours estimée un peu dégradée. Enfin, le solde relatif aux prévisions d'emploi augmente légèrement mais demeure inférieur à son niveau moyen.

- **Services marchands** - En mars, le climat des affaires est globalement stable (à 93) et se situe, comme depuis près d'un an et demi, dans une fourchette de 7 à 9 points en dessous de sa moyenne long terme. Si l'opinion des chefs d'entreprise sur l'activité passée a continué de baisser, ils sont en revanche un peu plus optimistes dans leurs anticipations d'activité et de demande pour les mois à venir. Le solde des perspectives sur l'emploi demeure stable et toujours en dessous de son niveau moyen.

Indicateurs synthétiques du climat des affaires en France



MORAL DES MÉNAGES - Mars 2015 : La confiance continue de se redresser

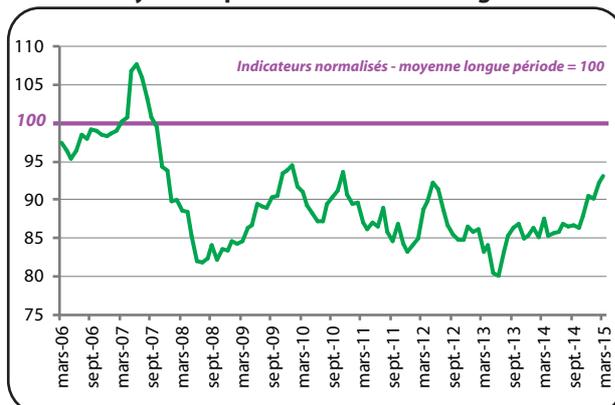
Source : INSEE

En mars 2015, la confiance des ménages poursuit son amélioration entamée depuis l'automne de l'année passée. Sur ce dernier mois, l'indicateur synthétique gagne 1 point et atteint 93, soit son plus haut niveau depuis novembre 2010.

L'opinion des ménages relative à leur situation financière personnelle (passée et future) est stable sur le mois de mars mais demeure en dessous de sa moyenne longue période.

Le solde d'opinion sur leur capacité d'épargne s'améliore et se situe aujourd'hui nettement au-dessus de sa moyenne. Enfin, l'opinion des ménages sur le niveau de vie passé progresse de 2 points et atteint son plus haut niveau depuis octobre 2007.

Indicateur synthétique du moral des ménages en France



EMPLOI SALARIÉ - Stable au 4^{ème} trimestre 2014 après un 3^{ème} trimestre plus délicat

Source : INSEE

Après le net repli enregistré au 3^{ème} trimestre 2014 (-0,4%, pour une perte de 60 000 emplois), **l'emploi salarié marchand s'est quasiment stabilisé en fin d'année passée (-1 300 postes).**

Sur un an à fin 2014, il s'est inscrit en repli de -0,5%, soit 74 000 destructions d'emplois.

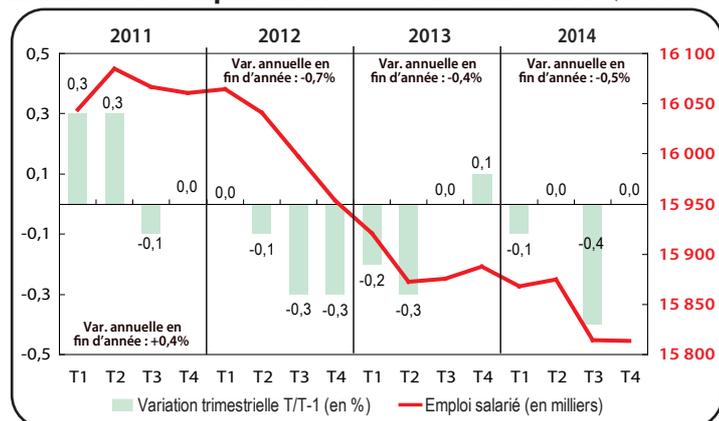
Évolution de l'emploi salarié par secteur d'activité au 4^{ème} trimestre 2014 (secteurs marchands uniquement)

- Dans l'**INDUSTRIE**, 10 400 emplois ont été détruits, soit des pertes équivalentes à celles enregistrées lors des 2 trimestres précédents (-5 500 au 1^{er} trimestre, -10 200 au 2^{ème} et -11 600 au 3^{ème}). À fin décembre 2014, la France comptait 3,141 millions de salariés dans l'industrie en recul de -1,2% sur un an (-37 700 postes).

- Dans la **CONSTRUCTION/BTP**, la forte dégradation des effectifs s'est poursuivie et même accentuée : 17 700 postes (-1,3%) ont en effet été perdus au cours du 4^{ème} trimestre 2014 après -5 400, -10 600 et -15 800 au cours des 3 trimestres précédents. À fin décembre, la France comptait 1,346 million de salariés dans la construction pour une évolution des effectifs de -3,5% sur un an (soit -49 500 emplois).

- Dans le **TERTIAIRE MARCHAND**, la hausse des effectifs constatée au 4^{ème} trimestre repose essentiellement sur celle de l'intérim : 26 800 emplois ont été créés dont 24 100 dans l'intérim. Cette progression fait suite à un net repli enregistré au 3^{ème} trimestre avec la destruction de 32 500 postes dont 22 100 dans l'intérim. À fin décembre 2014, la France comptait 11,326 millions de salariés dans le tertiaire marchand, soit des effectifs en légère progression de +0,1% sur un an (+13 100 emplois).

Évolution de l'emploi salarié - secteurs marchands (données cvs)



CHÔMAGE - Après un début d'année 2015 encourageant (-0,5% en janvier), le nombre de demandeurs d'emploi (cat.A) est reparti à la hausse en février

Source : INSEE - DARES

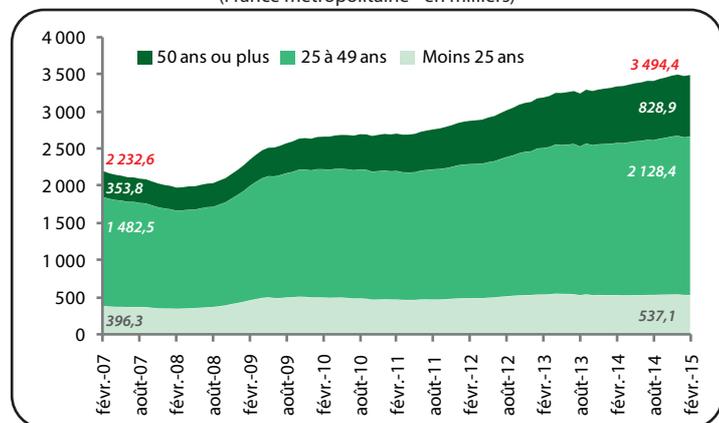
Selon Pôle Emploi, à fin février 2015, **le nombre de demandeurs d'emploi (DE) de catégorie A en France métropolitaine a augmenté de +0,4% (+12 800 DE) comparé au mois précédent pour s'établir à 3,494 millions de personnes.**

Sur ce mois, le nombre de DE de plus de 50 ainsi que celui des 25-49 ans progressent respectivement de +0,7% et de +0,4% (soit +5 500 et +8 700 DE) tandis que celui des moins de 25 ans s'affiche, pour sa part, en léger retrait de -0,3% (perte de 1 400 DE).

Sur un an à fin février 2015, le nombre de DE s'établit en hausse de +4,6%, soit 152 700 DE supplémentaires.

Demandeurs d'emploi de catégorie A

(France métropolitaine - en milliers)



En moyenne sur le 4^{ème} trimestre 2014, le taux de chômage au sens du BIT en France métropolitaine s'est établi à 10,0% de la population active, soit en progression de 0,1 point comparé au trimestre précédent et de +0,4 point sur un an.

Taux de chômage sur le 4^{ème} trimestre selon l'âge :

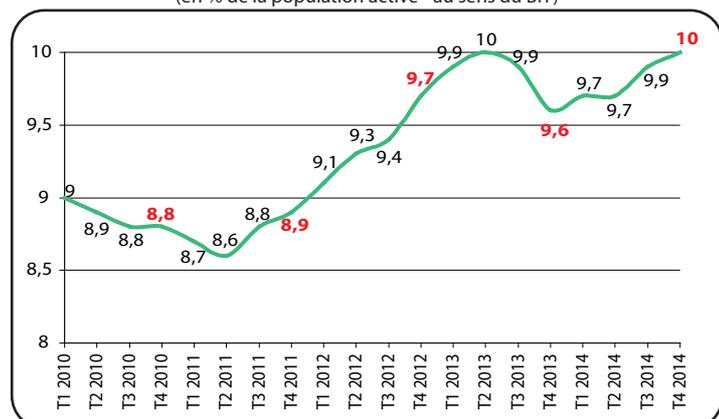
=> 23,7% pour les -25 ans

=> 9,5% pour les 25-49 ans

=> 6,8% pour les +50 ans

Taux de chômage en France métropolitaine

(en % de la population active - au sens du BIT)



Partenaires financeurs de l'OESTV



Les organismes suivants soutiennent l'OESTV

- Chambre d'Agriculture
- Chambre de Métiers
- Chambre des Notaires
- Fédération du Bâtiment de la Vendée
- Fédération Travaux Publics 85
- FNTR Pays de la Loire
- MEDEF Vendée
- ORCAB
- Ordre des Experts Comptables
- SYSTEME U Vendée
- SYDEV
- TRIVALIS
- UDAF Vendée
- UIMV
- UPA Vendée
- Association Entreprises des Olonnes
- Banque Palatine
- BDO Atlantique
- BTP CFA Vendée
- Caisse d'Épargne des Pays de la Loire - Entreprises
- Caisse d'Épargne des Pays de la Loire - Particuliers
- Casino des Pins
- CAUE Vendée
- CAVAC
- CEAS Vendée
- CER France Vendée
- CERA
- CNAM Vendée
- E.Leclerc - SAS Sodilonne
- E.Leclerc - SAS Sodiroche
- ERDF Vendée
- Escales Ouest / ARIDEV
- Fédération Départementale des Maisons Familiales Rurales
- Fleury Michon
- GAUTIER France
- Groupe ATLANTIC
- Groupe LIEBOT
- Groupe MOUSSET
- ICES
- ICFS MESLAY
- KUHN-AUDUREAU SA
- Maison Départementale des Associations de Vendée
- Mutuelles de Vendée
- PRAMAC
- Réseau Entreprendre Vendée
- SAUR Vendée
- Société Générale
- SOHETRA
- TV Vendée
- UDOGEC Vendée
- URSSAF Pays de la Loire
- Vendée Logement esh
- VM Matériaux
- You Industrie
- Yves COUGNAUD
- Communauté de communes du Canton de Rocheservière
- Communauté de communes de l'Île de Noirmoutier
- Communauté de communes des Olonnes
- Communauté de communes du Pays des Herbiers
- Communauté de communes du Pays de Challans
- Communauté de communes Terres de Montaigu
- Communauté de communes Vendée Sèvre Autise
- Roche sur Yon Agglomération
- Commune des Herbiers
- Commune de Luçon
- Commune d'Olonne-sur-Mer
- Commune de Saint-Gilles-Croix-de-Vie
- Commune de la Tranche-sur-Mer
- Société Publique Régionale Pays de la Loire
- Conseil Général de la Vendée



Observatoire Économique, Social
et Territorial de la Vendée

Observatoire Économique Social et Territorial de la Vendée

16 rue Olivier de Clisson - CS 10049 - 85002 LA ROCHE SUR YON Cedex

Tél : 02.51.24.83.33 Fax : 02.51.62.72.17 e.mail : oestv@wanadoo.fr - Site Internet : www.oestv.fr